

LE CONGRÈS DE LONDRES: LA VESTE DES GUESDISTES!

Le présent numéro est à peu près entièrement consacré au Congrès de Londres, où le camarade E. Pouget est délégué; il a mandat des Chambres Syndicales suivantes:

- *Chambre syndicale des ouvriers ardoisiers d'Angers-Trélazé,*
- *Chambre syndicale de la métallurgie de Beauvais,*
- *Chambre syndicale des maçons et tailleurs de pierre de Cognac.*

Ci-dessous, nous insérons les notes qu'il a envoyées, au jour le jour. Elles donnent la physionomie exacte du Congrès.

Plus tard, il y aura à en tirer des conclusions et à en dégager les conséquences qui en résultent.

AU JOUR LE JOUR...

Dimanche soir:

Nous nous trouvions une belle floppée, hier soir, à la gare St-Lazare. Les roussins étaient sur les dents, ne sachant comment dénicher dans la foule les bons fieux qu'on leur avait donné à pister.

A Dieppe, à peine suis-je enquillé sur le bateau qu'un des policiers qui, il y a dix-huit mois - à mon retour d'Angleterre - m'arrêtait, vient me souhaiter bon voyage.... Le temps est calme, je vais roupiller.

Je me réveille quand le bateau s'arrête et nous voilà à Newhaven, - sur terre anglaise. Mais, fichtre, je n'en ai pas fini avec les policiers! Très poliment, un gros mossieu me prie de le suivre dans une chambre où, après m'avoir demandé mon nom et mon adresse, m'apprend que si j'ai l'intention de ne pas braver les lois anglaises, je pourrai aller et venir librement d'un bout à l'autre du royaume.

Je lui fais observer que n'ayant pas violé la loi pendant les douze mois que j'ai habité l'Angleterre, il y a des chances pour que je ne la viole pas durant les huit jours que j'y vais passer ce coup-ci.

All right! me répond le détective en hochant la tête.... et je vais m'installer dans le train.

A Londres, à peine ai-je fait trois pas dans la gare que je me cogne à nouveau à un policier.

Ça devient gondolant !

Pourquoi toute cette mise en scène?

Celui-ci à ordre de ne pas me lâcher d'une semelle jusqu'à ce qu'il m'aura vu entrer chez les amis où je vais.

Nous sommes plusieurs copains; on se fiche en route, - nous, sur un trottoir, notre suiveur sur celui d'en face.

Heureusement le type met des formes: il nous suit sans se cacher. Les roussins anglais - tout roussins qu'ils soient - sont d'ailleurs à peu près bien élevés.

Si c'est une consolation, elle est bougrement légère.

A l'angle d'une rue, j'hésite sur le chemin à prendre.... le policier nous indique par où il faut prendre.

Les camarades en bavent des ronds de chapeaux! Un policier utile à la plus petite chose, - ça leur en bouche un coin!

Ouf! Nous voici arrivés à destination. Nous nous enquillons dans la maison... et le policier reste à la porte, - il y est peut-être encore.

Le lieu de rendez-vous des délégués antiparlementaires est le *Club Italian*.

On y va en chœur.

Là, nous apprenons, sur l'intolérance du comité organisateur du Congrès, des machines tellement mesquines qu'elles en sont idiotes: ce sacré comité a fait des difficultés pour donner la carte à un socialiste italien, sous prétexte qu'il reste chez un anarchiste. - *Vous comprenez, c'est une mauvaise fréquentation!*

Et de deux: non content d'avoir refusé le délégué du groupe *Freedom*, le comité a refusé à un camarade du journal publié par le groupe, sous le même titre, une carte de journaliste.

Ainsi, on refuse à un anarchiste ce qu'on donne sans difficultés aux journaloux les plus réactionnaires.

Comme échantillon d'égalité et de justice, on peut rêver mieux!

Et de trois: ce comité, - toujours ce comité! - a administré un vote de blâme à Tom Mann, un des socialistes indépendants les plus actifs d'Angleterre pour la sympathie qu'il a montré aux anarchistes et aux anti-parlementaires.

Cette après-midi il y a une grande démonstration à Hyde-Park en faveur de la paix universelle.

En France, nous n'avons pas du tout l'idée de ce qu'est une manifestation en plein air à Londres.

C'est - tout à la fois - quelque chose de gigantesque, d'imposant et aussi de bougrement grotesque.

Ça tient à la fois des cavalcades du mardi-gras et des processions catholiques.

Aujourd'hui, nous avons eu monsieur et madame Neptune, de vrais déguisés de carnaval, deux birbes habillés en diable, robe rouge, barbe longue d'une aune et couronnés de carton doré sur le ciboulot. Ils se pavanaient dans la procession, au nom du syndicat des marins.

Puis, des bannières - de vraies bannières! ou les *Sainte-Vierge* et les *Saint-Joseph* sont remplacés par des locomotives et des prolos qui se tendent la main, - il y en a une foultitude.

En voici une qui passe, accueillie par des bravos. C'est une loque, elle est plus trouée qu'une écu-moire. C'est celle des ouvriers des docks, de vrais prolos les gas! et qui ont de la moëlle. Cette bannière revient de la bataille: telle qu'elle est, elle est un souvenir d'une formidable émeute qu'il y eut en 1886 à Hyde-Park. Emeute où cent-quarante sergots furent occis et où les grilles du parc furent fichues bas avec autant de facilité que si elles eussent été des bâtons de guimauve.

Et les bannières défilent toujours!

La plupart ont des inscriptions galbeuses. Je relève la suivante, à la galope: *Les soldats tuent pour de l'argent et le bourreau tue pour de l'argent. Quelle est la différence?*

Ce sont les ébènes qui demandent ça. C'est suffisant pour prouver qu'ils ont horreur de la guerre.

Une autre bannière, - celle des vernisseurs de meubles dit: *Le travail est la source de toute richesse donc c'est au travail que revient toute la richesse.*

Dans l'immense plaine de Hyde-Park, une dizaine de charrettes sont installées: ce sont les plateformes où vont parler les orateurs.

Ne doivent prendre la parole que des socialistes autoritaires, rien que des élus! Les syndicats français, trouvant drôle qu'une place n'ait pas été réservée à un d'entre eux, avaient prié F.Guérard, le secrétaire du syndicat des chemins de fer, de prendre la parole en leur nom.

Ils avaient compté sans la foôrme! Guérard a demandé la parole, mais on l'a envoyé paître en lui disant qu'il n'y avait pas mèche parce que ne pouvaient parler que les orateurs choisis à l'avance.

Procédés d'élimination!

Mais, foutre, voici qui est encore plus éliminateur que les socialistes autoritaires: il se mit à pleuvoir comme vache qui pisse: ça dégoulinait d'une façon épouvantable. L'éloquence de Jaurès ne peut elle-même résister aux flots du ciel; c'est une débandade générale!

Hyde-Park est un lac, on y barbotte pire que trente-six mille canards.

Demain, que restera-t-il de cette énorme manifestation pour laquelle s'étaient mis en branle quelques centaines de mille hommes dans cette fourmilière famineuse qu'est Londres, et que seule la pluie a empêché d'être superbe?

Un souvenir!

Ces foules énormes, qui, par leur seule force d'impulsion, sans même employer des moyens formidables, seraient assez puissantes pour tout renverser, ne seront que de la poussière. Les prolos qui, hier, serpentaient et processionnaient dans les rues seront rentrés dans leurs bagnes et, bonnes bêtes de travail, turbineront d'arrache-pied.

Tant d'individus mis en branle pour un si piètre résultat, n'est-ce pas enfantin? Il y a là des énergies latentes qui restent assoupies. Pourquoi?

Simplement, parce qu'au lieu de secouer la torpeur ouvrière, d'éveiller les énergies somnolentes et de montrer que l'activité et l'effort continuel donnent seuls des résultats efficaces, ceux qui ont - ou ont eu - la confiance des masses populaires en ont abusé pour châtrer plus encore, si possible, les travailleurs de toute virilité.

Ils leur ont fait gober que, - sans rien faire - les alouettes nous tomberont rôties du ciel gouvernemental: il ne s'agit, pour obtenir ce miracle, que d'élire des députés socialistes.

Ainsi, prenons un exemple: la question de la journée de huit heures.

Au lieu de dire au populo: *«Le jour où vous le voudrez, vous n'aurez qu'à vous entendre et à quitter les ateliers et les usines, une fois huit heures de travail accomplies; ce jour-là, ni patron, ni gouvernement n'auront assez de puissance pour vous faire travailler cinq minutes de plus!».*

Au lieu de parler ainsi, on lui dit: *«Nommez-nous députés et nous ferons une loi limitant la journée à huit heures, dont le gouvernement imposera le respect aux patrons»*.

C'est zigzaguer et compliquer la question à plaisir! En effet, quand on aurait forcé la main au gouvernement, l'arbin des capitalistes par essence, pour qu'il impose nos volontés à ceux-ci, n'est-il pas évident que les patrons pourront toujours répondre: *«Ça ne regarde pas le gouvernement, c'est affaire entre nos ouvriers et nous!»*.

Et il faudrait alors en venir quand même à agir directement sur eux.

N'est-il pas plus simple de commencer par là?

Un jour, surtout en Angleterre, on a laissé s'enfuir l'occasion de commencer par là et de décrocher directement la journée de huit heures.

Ce fut le 1er mai 1890.

Ce jour-là, à Hyde-Park, cinq cent mille hommes étaient réunis. On sentait bouillonner les colères et il suffisait que le mot - le mot de la situation! - fut lancé pour que les *«huit heures»* fussent acquises.

«A partir de demain, nous ne travaillerons que huit heures!»: Si cette parole eut été lancée, c'était fait! Les activités entraient en branle; au lieu de s'en reposer sur ses chefs, le popolo agissait lui-même et rien ne lui résistait.

Le lendemain, qu'auraient pu opposer les patrons à l'irréductible volonté de leurs ouvriers de ne travailler que huit heures? Rien!

Il leur eut fallu se soumettre ou se démettre.

Et, malheureusement, ils ne sont pas assez poires pour choisir cette dernière solution: ils ne donneront leur démission que lorsqu'ils y seront vigoureusement forcés.

Acculés à n'exploiter leurs ouvriers que huit heures, ils se seraient soumis à ça, par crainte d'être emportés, comme fétus de paille, s'ils résistaient.

Un homme était en situation de prononcer le mot fatidique: John Burns. La grève des docks l'avait mis en vedette; éminemment gobé, sa popularité était immense. Tribun épatant, sa voix formidable porte à un kilomètre.

Mais, déjà son révolutionnarisme déclinait, l'ambitieux perçait.

Au lieu d'éveiller les énergies, il débita de la pâte de guimauve et serina au popolo qu'il n'avait qu'à rentrer chez lui et à attendre que les députés votent les huit heures.

C'est ce que firent les manifestants! Et aujourd'hui, le popolo anglais attend toujours les huit heures... S'il ne compte les obtenir que grâce à l'intervention gouvernementale, il a sur la planche de longs jours de poirotage.

Quant à John Burns, sa révolution est faite. Il est toujours célèbre - mais non plus comme tribun populaire, - il est célèbre par son retournage de veste ! On l'appelle Judas Burns et tout à l'heure, à Hyde-park, on vendait, au profit de la propagande socialiste, une image représentant John Burns acceptant un sac d'or des mains du ministre de l'intérieur.

Nous voici revenus d'Hyde-Park, trempés comme des canards. On s'est changé comme on a pu, grâce aux amis.

Que va-t-il sortir du Congrès? C'est la question que chacun se pose.

On raconte que les marxistes ont l'intention de se montrer intolérants en diable. Et, à l'appui, on cite le Congrès marxiste de Florence qui vient de décider l'élimination des groupes corporatifs pour n'admettre que les cercles électoraux.

«Gare à l'article onze!» disent les uns et les autres.

Ce fameux article onze est un sacré traquenard tendu à la porte du Congrès. Il dit que «*aucune proposition tendant à modifier le règlement du Congrès et l'ordre du jour ne peut être ni acceptée ni discutée après le lundi*».

Comme le Congrès ouvre demain matin, et qu'il y a la popotte de l'admission des délégués à vider avant de rien faire, si ces trois lignes ne sont pas repoussées d'emblée, c'est l'escamotage de toutes les questions. Les langues seront liées avant qu'on n'ait pu ouvrir le bec.

Enfin, on verra demain, il est tard, on va pioncer.

Lundi soir,

Bondieu, ça a rudement chauffé aujourd'hui! A peine la délégation française était-elle réunie que les *guesdistes* ont commencé à faire des leurs.

Une commission d'admission est nommée pour la vérification des mandats. Gabriel Deville en fait partie. A peine la commission a-t-elle le cul sur les chaises que Deville réclame qu'on exclue les syndicats n'admettant pas l'action politique. On lui fait observer qu'on n'a pas à demander de profession de foi à un délégué de groupement ouvrier, mais simplement à savoir si son mandat est régulier.

Deville ne veut rien entendre et comme sa volonté ne prédomine pas dans la commission d'examen des mandats, il prend son chapeau et plaque la commission. Celle-ci ne s'offusque pas de la chose; elle continue son turbin et au bout d'une demi-heure elle déclare que tous les mandats sont en règle sauf ceux des députés *guesdistes*.

L'admission des délégués réels est prononcée et on se met à discuter sur le cas des députés.

Ceux-ci élèvent une prétention rigolotte: ils affirment que leur mandat de député leur donne droit d'aller partout. De même qu'il leur permet de voyager à l'œil, il les autorise à entrer comme délégués à un congrès ouvrier.

On leur fait observer que c'est se placer au-dessus du peuple, se créer une situation aussi privilégiée qu'abracadabrante. A ce compte-là, il n'y a pas de raison pour que tous les députés de la Chambre anglaise ne s'amènent au Congrès et, un de ces quatre matins, sous prétexte qu'ils sont députés, de Mun ou Wilson pourraient vouloir entrer. Sans même aller si loin, si tous les députés sociaux s'amenaient, y a pas à tortiller: ce ne serait plus un congrès ouvrier, mais une parlotte de députés.

Y a pas mèche de leur faire entendre raison!

Jaurès et Millerand jaspent ferme, disant que leur titre de député suffit.

Une proposition est faite: admettre les députés tout en les engageant à demander à leurs groupes un mandat régulier.

Quarante-neuf délégués se prononcent pour cette proposition et soixante contre.

Donc, les députés sont admis: ils entrent au Congrès avec plus de facilités que dans un moulin.

Les *guesdistes* ne se tiennent pas de joie! Illico, Deville rappelle qu'il y a à statuer sur la fameuse déclaration de Zurich et il demande qu'on pose la question à tous les délégués aussi bien des syndicats que des groupes d'études sociales et que ceux qui se 'déclareront contre la conquête des pouvoirs publics et le parlementarisme soient exclus. Sur cette question ils remportent une veste: la déclaration du Congrès de Zurich est repoussée par 54 délégués contre 48. Par conséquent, tous sont admis, sans avoir à se confesser.

La discussion avait duré un sacré temps. Depuis une demi-heure toutes les autres délégations étaient réunies dans la salle des séances que les Français se chamaillaient encore.

Enfin, c'est fini! Nous allons à la séance publique.

La bienvenue est souhaitée aux délégués. Après quoi, le fameux article onze est mis sur le tapis. C'est lui qui sera la question passionnante du Congrès.

Les organisateurs du Congrès voudraient qu'on décide le fourbi de suite: qu'on se prononce tambour battant, ce serait l'étouffement complet.

Des protestations s'élèvent, si catégoriques, qu'il n'y a pas mèche de faire un enterrement de première classe: la décision sur l'article, onze est remise à demain.

La séance est levée. Nous avons juste le temps d'aller casser une croûte avant que la section française se réunisse pour discuter l'article onze.

De ci, de là, on décroche quelques tuyaux: la section hollandaise a admis tous ceux qui sont socialistes-parlementaires et anti-parlementaires. Elle s'est prononcée contre l'article onze.

Dans la section italienne, les voix sont partagées, 7 délégués sont pour la suppression de l'article onze, sept contre. Ces derniers, les marxistes, veulent rendre obligatoire, même pour les délégués des corporations ouvrières, la reconnaissance des moyens parlementaires.

La section espagnole, même tabac. Un délégué est exclu, ayant mandat de 22 corporations parce qu'il se prononce contre les moyens parlementaires.

Les allemands, eux, y avait pas d'illusion: ils n'ont admis ni les indépendants, ni les anarchistes. Comme ça, ils seront sûrs d'être toujours du même avis. C'est l'histoire du gendarme répondant à son chef qui lui explique que la lune est carrée: «*Brigadier, vous avez raison!*».

Les Anglais, par deux tiers contre un tiers, se sont prononcés pour l'article onze; mais ils ne veulent pas que les délégués de groupes ouvriers soient obligés de faire une profession de foi.

Le mic-mac le plus épastrouillant s'est passé dans la section russe: un marxiste enragé, Plekanof, voulait qu'on expulse un délégué qui, tout en étant partisan des moyens politiques, désirait qu'on exclue personne. Les amis de Plekanof ont eu bien du mal à lui faire entendre que c'était aller un peu loin.

Voyez-vous ce Plekanof ministre de l'Intérieur, avec Guesde comme président de la République...? Brouh! y aurait guère moyen de vivre.

Il est deux heures et demie, la section française recommence ses prises de bec sur l'article onze.

Les *guesdistes* veulent qu'on maintienne la déclaration de Zurich et qu'on l'applique à tous les

groupements, aussi bien aux syndicats qu'aux autres; tous ceux qui ne confesseront pas qu'ils sont partisans du parlementarisme seront exclus.

Entre temps, ils nous donnent une jolie définition du socialisme: est socialiste tout individu partisan de la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat. Jusqu'ici on avait pensé que le socialisme consistait à nier la propriété individuelle et à affirmer la nécessité du communisme.

On a changé ça. Peuh! on en est plus a une variation près.

Allemane explique que la conquête des pouvoirs publics ne peut pas amener la révolution; on peut s'en servir comme moyen, si on le croit bon, mais il est impossible de faire l'expropriation capitaliste par les assemblées délibérantes. Il ajoute que, qu'elle que soit leur opinion, les groupes corporatifs font œuvre révolutionnaire. Donc, pas d'éviction!

Tortelier dit que la classe ouvrière se déboute de l'action politique qui, pour elle, équivaut au «*parlementarisme*».

Et ca dure, ça dure!... On use bougrement de salive. Enfin, on va se prononcer.

Vaillant, qui préside, veut expliquer que l'adoption de l'article onze ne remet pas en question l'admission des délégués. Ils ont été admis ce matin, y a pas à y revenir.

Il s'attire une réplique de Deville, qui ne veut pas de ça. Il affirme que l'admission de ce matin n'a été que provisoire et que, si l'article onze est adopté, il faudra que tous les délégués jurent qu'ils sont partisans des moyens politiques.

Y a pas mèche d'être plus intolérants. C'est carré!

Cinquante-sept délégués se prononcent contre l'article onze et cinquante six pour.

Sur ce, furibonds, les *guesdistes* se lèvent et sortent de la salle. Quelques *blanquistes* les suivent aussi, mais ils rentrent bientôt.

Vaillant, qui préside, n'a pas bougé, quoique étant de la minorité. C'est le cas de répéter: «la séance continue!».

Après un moment de brouhaha - très compréhensible - chacun s'assied et on passe à la nomination des commissions.

Ne voulant pas être intolérante en quoi que ce soit, la délégation décide de faire place à la minorité dissidente dans les commissions. En conséquence, comme il y a deux membres à chaque, on choisit un délégué de la majorité et un délégué de la minorité, plus un troisième, comme suppléant, au cas où celui de la minorité ne voudrait rien savoir.

Avant de nous séparer, Ferdinand Guérard nous apprend un petit coup de jarnac manigancé par les *guesdistes*. Quand ils ont été pour partir, un des lieutenants de Guesde, Pédron, a essayé de fiche le grappin sur le paquet des mandats: heureusement quelques camarades s'en sont aperçus à temps, et grâce à une légère bousculade, ils lui ont fait lâcher prise.

Pour aujourd'hui, bonsoir, on verra demain....

Mardi soir,

Ce matin, il y a séance publique. Le vice-président, Keir Hardie, un socialiste indépendant, dit qu'il faut une large tolérance.

Puis, on nous apprend que deux orateurs vont prendre la parole pour l'article onze et deux contre.

Vraiment, a quoi peut servir encore la discussion puisque les sections se sont prononcées dans leurs séances particulières. De sanction, il n'y en peut avoir; le seul résultat est de poser la question à nouveau et d'y apporter de nouveaux arguments.

Le premier, Jaurès, parle et demande le maintien de la résolution de Zurich. Il nous explique à nouveau que sans parlementarisme, y a pas de socialisme.

Après lui, Tom Mann, un anglais aux solides poumons, type de prolo, petit trapu brun, parle contre l'article onze.

Il déclare qu'il n'est pas anarchiste mais collectiviste. Seulement, il désire se mettre en rapport avec tous les citoyens sincères. Personnellement, il est pour l'action parlementaire, mais il se peut que les anti-parlementaires aient raison, aussi faut-il les admettre. Ils se sont montrés dignes de respect par les risques courus et le dévouement à la révolution dont ils ont fait preuve.

Comme le Congrès n'est pas un congrès collectiviste, mais un congrès de socialistes et de syndicats ouvriers, toutes les opinions politiques ont le droit de s'y faire jour.

C'est idiot de dire: entrez comme délégué d'un syndicat; mais, si vous parlez d'anarchie, on vous expulse!

Il fait appel aux trade-unionistes, leur rappelle la façon dont ils ont été persécutés, traités en criminels et mis dans l'impossibilité de défendre leurs théories. Vont-ils, aujourd'hui, nier la liberté qu'ils ont acquise, à d'autres qui ne pensent pas comme eux?

En laissant la liberté à tous il n'y aura pas de trouble, et il conclut en faisant appel aux anglais pour avoir envers les anti-parlementaires la tolérance la plus large.

Après lui, un marxiste anglais, Hyndman, parle. Il veut qu'on maintienne l'exclusion des anarchistes. C'est des trouble-fêtes, des galeux, - et patati et patata.

En dernier, parle Domela Nieuwenhuis: il montre combien est ridicule la déclaration exigée. Dans la délégation espagnole on a refusé un délégué parce qu'il est anarchiste. Au contraire, les députés ont un privilège: parce qu'ils sont députés, ils entrent sans mandats.

Accepter la fameuse résolution, c'est ne rien dire. En effet, à Zurich, Bebel et autres ont affirmé que cette résolution ne dit pas qu'il faut nécessairement être pour les moyens politiques, mais simplement qu'on a le droit de s'en servir.

Cela, on l'ignore, pour la bonne raison qu'on a eu soin de ne publier la chose qu'en allemand.

Il en appelle à Bebel et aux autres signataires - qu'ils le démentent s'il se trompe. Naturellement, personne ne pipe mot et Domela continue:

«Evidemment, ceux qui font un congrès ont le droit de régler les conditions d'entrée à leur guise: mais alors, qu'on sache que c'est un congrès marxiste et nous n'y viendrons pas. Or, le congrès actuel n'est ni anarchiste, ni social-démocrate, — donc, chacun a le droit d'y venir.

C'est une absurdité de nier que les anarchistes sont socialistes. Il faut être Guesde pour prétendre que Kropotkine est un fou ou un hurluberlu».

Guesde interrompt: «Où ai-je dit ça?» - Dans le journal «Le Matin». Le niez-vous? - Montrez-moi le numéro, répond Guesde. - Niez-vous? réplique Domela. - Apportez-moi les preuves...

C'est tout ce qu'on peut tirer de Guesde. Y a pas plan d'être plus Basilien!

Après cette légère altercation, Domela reprend et dit que si on nous expulse il faut que les intolérants

ne se déclarent plus socialistes - mais bien socialistes parlementaires et alors, nous ne les gênerons pas!

C'est toujours la lutte entre la liberté et l'autorité qui continue.

Sur le terrain économique les travailleurs sont toujours d'accord. La désunion et les zizanies ne commencent que sur le terrain politique.

Or donc, nous voulons l'Union pour étouffer le monstre capitaliste.

Les quatre orateurs ayant parlé, le président donne connaissance des décisions prises par les diverses sections au sujet de l'article onze. Mais, avant cela, il déclare que les délégués des syndicats ouvriers sont acceptés sans aucun examen d'opinion.

Voilà donc toutes les manigances guesdistes fichues par-dessus bord! C'était bien la peine de tant se démancher, de s'afficher si formellement exclusivistes, pour en arriver à endosser une pareille veste.

Vingt-et-une nations sont représentées. Dix-huit se sont prononcées pour le maintien de l'article onze: deux se sont prononcées contre, la Hollande et la France: une troisième, l'Italie, à égalité de voix pour et contre.

Nous apprenons que les *guesdistes* viennent de lancer un manifeste protestant contre la délégation française, - ils ne veulent pas nous reconnaître! C'est archi-rigolot!

Les *blanquistes* ont refusé de le signer et, paraît-il, - ont lancé à leur tour une nouvelle protestation pour dire qu'ils restent avec la délégation.

Mais comme les *guesdistes* sont cul et chemise avec les organisateurs du Congrès, ils font un peu la pluie et le beau temps. Maintenant ils prétendent qu'il y a deux délégations, - et que la bonne, la vraie, l'unique - c'est la leur.

Cette après-midi, il y a séance publique: il s'agit d'approuver les validations de délégués déjà faites par les diverses nationalités.

Ça se passe assez bien - sauf que Plekanof, un guesdiste enragé, fait exclure un socialiste parlementaire de la section russe, parce que la tête de celui-ci ne lui plaît pas.

Mais, voici que vient le tour de valider la délégation française.

Eugène Guérard déclare que la délégation française a poussé la tolérance jusqu'à admettre trois membres sans mandats.

Jaurès se rebiffe. Il dit que sous l'apparence de quelques mandats syndicaux, les anarchistes ont pénétré dans le Congrès. Et c'est pour leur faire pièce et affirmer la nécessité de l'action politique que lui et ses copains sont venus sans mandat. Et il ajoute qu'il représente des paysans.

Fabérot a ensuite la parole, avec bien de la peine, car les guesdistes veulent lui fermer le bec. Il dit que quoique député, il ne croit pas que son mandat lui donne entrée au Congrès. Il s'est soumis à la règle commune. Quant aux Chambres syndicales, elles ont le droit de choisir qui elles veulent, sans distinction d'opinion.

Il est déloyal, de vouloir sous le manteau de l'action politique, inféoder les Chambres syndicales.

Nous voulons nous affranchir des autoritaires bourgeois, ce n'est pas pour nous mettre sous la coupe de nouveaux chefs. Nous ne voulons pas que les députés nous imposent une discipline. Nous sommes pour la liberté.

On traduit le discours de Fabérot en anglais, - à la six-quatre-deux, comme de juste, puisqu'il s'agit d'un discours anti-guesdiste. Puis, on néglige de traduire en allemand, - les têtes de bois qui marchent derrière Bebel et Liebknecht n'y auraient d'ailleurs rien compris. Le malheur est mince.

Le bureau est bougrement embêté; il ne sait comment se sortir du guêpier. Il faut tout de même qu'il mette aux voix la question de l'admission par le Congrès des délégués sans mandat - les députés!

Les anglais sont tout à fait épatés qu'on puisse venir à un congrès sans mandat, - leurs protestations le prouvent.

On commence le vote, mais devant le brouhaha que cause l'heure tardive la question est remise à demain.

Avant qu'on ne décanille, un membre du bureau déclare qu'il y a scission dans la délégation française: il y a deux délégations.

Il paraît que nous formons deux nationalités: C'est tordant!

Derniers tuyaux: mercredi soir,

Absent d'une partie de la séance d'hier, je n'ai appris que tard l'exclusion par l'Allemagne de six délégués anarchistes et de deux délégués de la Suisse, sous le même prétexte.

Cette après-midi est revenue sur le tapis la question des trois députés sans mandat. Hier, un vote que le bureau a proclamé nul, avait prononcé leur exclusion. Et c'est pour leur tendre la perche qu'on a levé la séance.

Aujourd'hui, les députés en question ont déposé des mandats. Quelle reculade!

Les délégués anglais protestent ferme contre les mic-macs des élus. Ils disent qu'ils ne sont que des simples mortels et qu'il n'y a pas d'exception à faire pour eux. Ils ajoutent que c'est une manœuvre déloyale.

Pendant toute cette discussion, les *guesdistes* boivent du petit lait qui a tourné au vinaigre.

La proposition Keir Hardie, disant que les mandats déposés ce matin par les trois députés seront examinés par la délégation française est adoptée à une grosse majorité.

Si les *guesdistes* sont satisfaits, c'est qu'ils ne sont pas difficiles: ils viennent de passer à la casserole d'une sale façon!

Et la vérification des mandats continue!...

Emile POUGET.
